

Brochure n° 3029

Convention collective nationale

IDCC : 493. – **VINS, CIDRES, JUS DE FRUITS,
SIROPS, SPIRITUEUX ET LIQUEURS DE FRANCE**

■ *Journal officiel* du 24 décembre 2009

**Arrêté du 18 décembre 2009 portant extension d'un accord conclu
dans le cadre de la convention collective nationale des vins,
cidres, jus de fruits, sirops, spiritueux et liqueurs de France
(n° 493)**

NOR : MTST0931035A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 1^{er} juin 1973 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du
5 novembre 2009, portant extension de la convention collective nationale des
vins, cidres, jus de fruits, sirops, spiritueux et liqueurs de France du
13 février 1969 ainsi que des textes qui l'ont modifiée ou complétée ;

Vu l'accord du 27 août 2009 sur l'emploi des seniors, conclu dans le
cadre de la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 27 octobre 2009 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective
(sous-commission des conventions et accords), rendu lors de la séance du
15 décembre 2009,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés
compris dans le champ d'application de la convention collective nationale
des vins, cidres, jus de fruits, sirops, spiritueux et liqueurs de France du

13 février 1969, tel que modifié par les avenants n° 34 du 16 décembre 1993 et n° 36 du 1^{er} décembre 1994, les dispositions de l'accord du 27 août 2009 sur l'emploi des seniors, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée.

Le premier alinéa du troisième point de l'article 3.4 est étendu à l'exclusion des termes : « ou l'année » comme étant contraires aux dispositions de l'article L. 3122-2 du code du travail.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'accord susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté, pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 18 décembre 2009.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général du travail,
J.-D. COMBEXELLE

Nota. – Le texte de l'accord susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/40, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8,20 €.